COMMUNE DE PARIS.

7 VI 93
Cas
FLVO
FRE
105 6 8
No. 10

EXTRAIT du Registre des délibérations du Conseil-Général.

Du 7 Juin 1793, l'an second de la République Française.

UN membre de la Convention Nationale fait lecture d'une Adresse des amis de la République de la ville d'Arras, département du Pas-de-Calais; cet adresse est accueillie par de nombreux applaudissemens, l'endroit surtout où ces Républicains demandent une Constituition, produit le plus vif enthousiasme.

Le Conseil-Général arrête à l'unanimité l'impression, l'affiche de cette adresse, et l'envoy aux 48 sections, à tous les départemens, aux sociétés populaires et aux armées.

DESTOURNELLES, *Vice-Président*;

DORAT-CUBIÈRES, *Secrétaire-Greffier-Adjoint.*

Pour copie conforme

COULOMBEAU, *Secrétaire-Greffier.*

THE LIBRARY

ADRESSE

A LA

CONVENTION NATIONALE.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE.

La république une et indivisible, la liberté, l'égalité, le bonheur du peuple, voilà le précis de vos devoirs; en voici le développement.

Vous avez, à l'aurore de votre existence, décrété l'unité et l'indivisibilité de la république; un assentiment universel a suivi votre décret. Vous avez senti, sans doute, alors toute la force de ces mots : *unité et indivisibilité*, et tout l'effet qui devoit en résulter; vous avez senti que cet empire immense ne pouvoit subsister que par cette unité et cette indivisibilité; vous avez senti que votre

devoir étoit d'en être le modèle ; avez - vous rempli ce devoir ? Avez - vous maintenu parmi vous cette précieuse unité ? N'avez-vous aucun reproche à vous faire à cet égard ? Nous n'attendons pas votre réponse, elle est tracée dans tous les orages qui se sont élevés sur votre horison et que vous auriez pû conjurer si vous l'aviez voulu ; quoi qu'il en soit nous ne nous appesantirons pas sur le passé, des regrets amers seroient inutiles ; nous ne vous rappelons vos fautes que pour vous aider à les réparer, il en est temps encore. Oui, nous sommes loin de vous décourager ; la patrie est en péril ; mais il vous reste tous les moyens de la sauver : que le lieu de vos séances cesse d'être une arène de gladiateurs ; qu'il s'y établisse une lutte, nous y consentons ; mais que ce ne soit pas celle des passions, que ce soit celle de l'amour du bien public. Disputez entre vous, nous le voulons bien ; disputez à qui servira mieux le peuple, à qui contribuera plus efficacement à son bonheur. Disputez d'exactitude et de vigilance ; qu'on ne voie plus à l'ouverture de vos séances, vos bancs déserts, et que les intriguans ne puissent plus profiter de ce moment pour faire rapporter des décrets que la sagesse a prononcés, ou quelquefois que le patriotisme a arrachés. Nous ne vous demandons pas cette tranquillité qui deviendroit funeste. Nous savons que l'amour de la patrie est ingénieux, qu'il multiplie les moyens, et que quelquefois il arrive au même but par des voies différentes : que vos discussions soient donc animées. Qui pourroit parler des grands intérêts de

la république sans se sentir volcanisé ? Mais que les exhalaisons de vos ames embrasées se réunissent toujours dans un même foyer, et qu'une flamme pure en soit l'heureux résultat. S'il est parmi vous des conspirateurs, des ennemis publics, point d'indulgence ; l'indulgence seroit une lâcheté, quand elle pourroit compromettre le salut de la patrie, ne les souffrez pas plus long-temps : livrez-les au glaive de la loi : que la vengeance nationale s'appesantisse sur eux et en purge la terre de la liberté, ou que sortis purifiés de cette grande épreuve, ils se délivrent du soupçon qui les poursuit et les deshonore.

Achevez de construire l'édifice de notre liberté ; elle s'élève majestueusement cette colonne qui doit être inébranlable, elle est assise sur des monceaux de chaînes et sur les débris du trône, elle est cimentée du sang d'un tyran, elle domine sur les nations, et elle s'appperçoit des extrémités de l'univers ; mais elle n'est encore qu'une colonne tronquée, il lui manque son complément, c'est à vous de le poser, c'est à vous de placer la dernière pierre de cette colonne, c'est à vous de dire aux nations : « l'œuvre est achevé, prosternez-vous, esclaves, et re» levez-vous hommes libres ; profitez du bienfait que nous » avons procuré à l'univers, laissez tomber vos fers brisés » et soyez ce que nous sommes, les ennemis des tyrans » et les amis, les protecteurs et les défenseurs de tout ce » qui ne l'est pas «.

Nous ne vous demandons pas, représentans, cette égalité chimérique de fortunes qui ne peut exister que dans les délires d'une imagination erronnée, et que vous avez justement proscrite; mais nous vous demandons cette égalité de droits qui nivelle tous les hommes aux yeux de la loi; nous vous demandons cette égalité de tous les moyens qui ne dépendent ni de la nature ni du hasard; nous vous demandons cette égalité proportionnelle qui fait supporter les dépenses, non en raison simple des facultés, mais en raison composée des facultés et des besoins. Vous avez décrété le grand principe de l'impôt progressif, que tardez-vous donc à le mettre en exécution? Rappellez-vous qu'à chaque instant que vous différez, un morceau de pain nécessaire à la subsistance du pauvre est arraché de sa main, tandis que le riche en perdant des jouissances inutiles, obtient l'avantage de mieux goûter celles qui lui restent, et d'éviter la satiété, le pire de tous les maux de l'égoïste. Faites-donc ce que nous attendons de vous; que le superflu libère la nation avant qu'on touche au nécessaire; que plus ce superflu a d'extension, plus il soit vigoureusement atteint, et vous exercerez ainsi cette justice distributive inconnue jusqu'à vous et à laquelle vous aurez eu les premiers la gloire d'atteindre. Vos élans sont quelquefois sublimes; mais, représentans, ce ne sont que que des élans; on croiroit que ces efforts généreux vous fatiguent; et que vous retombez aussitôt dans l'affaissement. Vous avez décrété le partage des biens communaux entre les citoyens peu aisés. Vous avez décrété un emprunt

forcé d'un milliard sur les riches; vous avez décrété qu'une force armée seroit organisée aux dépens de ces riches. Eh bien! ce partage, cet emprunt, cette force armée n'existent encore que dans vos procès-verbaux; quelles mesures avez-vous prises pour l'exécution? Nous attendons le mode, et ce mode n'arrive pas. Réveillez-vous donc de cet assoupissement; vous avez, nous le savons, des travaux immenses; mais quels sont les plus pressans? ne sont-ce pas ceux qui peuvent contribuer au bonheur du peuple.

Il l'attend le peuple, ce bonheur, il l'attend de vous et il n'en jouit pas encore. Vous frémiriez, si nous vous tracions le tableau de ses maux; mais vous les connoissez, et sans doute vous allez les réparer; déja vous avez commencé à le faire; le 31 mai sera sans doute un jour mémorable dans les fastes de la révolution; sans doute à dater de cette époque heureuse, vous allez marcher d'un pas ferme dans la route que vous n'auriez jamais dû quitter. Vous vous êtes, dans ce grand jour, montrés dignes de l'importante mission qui vous est confiée; vous avez du-moins indiqué que vous vouliez vous en rendre dignes; vous avez rendu justice aux citoyens de cette immense cité si souvent calomniée dans votre sein, vous avez déclaré que les sections de Paris avoient bien mérité de la patrie; oui, sans doute elles ont bien mérité de la patrie, quand elles sont venues vous rappeller à des devoirs que vous paroissiez oublier, quand elles sont venues presque dans votre sein, vous dénoncer l'intrigue et l'aristocratie, quand

elles sont venues dessiller vos yeux qui paroissoient couverts d'un nuage épais, quand elles sont venues faire ce que la France entière auroit été obligée de faire et n'auroit fait qu'avec plus d'éclat et de danger.

Vous avez sagement décrété que le comité de salut public s'occuperoit de suivre la trâme des complots qui avoient été dénoncés à votre barre dans cette séance : que ce comité remplisse cette importante mission ; elle est nécessaire. Que la Convention nationale soit purgée de tout ce qui l'obstrue, et elle s'avancera majestueusement dans l'immense carrière qui lui est ouverte.

Vous avez supprimé une commission devenue suspecte dès son origine, une commission qui a marqué ses premiers pas par des actes de despotisme, et qui a perdu la confiance sans laquelle on ne peut opérer le bien au milieu d'un peuple libre ; vous avez par ce fait abattu l'intrigue qui avoit fait rapporter dans la séance du 28 le décret rendu le 27 contre cette commission ; vous avez, en faisant apposer les scellés sur les papiers de cette commission, pris des précautions prudentes pour connoître les motifs qui avoient dirigé ses opérations, et vous avez aussi rempli ce que vous deviez, et à ceux de vos collégues qui la composoient et à la république entière.

Vous avez enfin décrété que le dix août, ce jour qui a amené le complément de la révolution, ce jour où le premier coup a été porté au tyran, ce jour qui fera trembler tous les

despotes tant qu'il en existera sur la face de l'univers ; vous avez décrété que de toutes les parties de la république les citoyens, les vrais citoyens de la république française viendroient se donner, sur les ruines de la Bastille et du Trône, le baiser fraternel, ce baiser si doux pour nous, si affreux pour les tyrans qui, à cet instant fatal pour eux, sentiront chanceler leurs trônes, et leurs sceptres s'échapper de leurs mains.

Que vous reste-t-il à faire, Représentans ? A soutenir ce que vous avez commencé le 31 mai, à vous montrer toujours dignes de vos fonctions, à nous donner cette Constitution que nous demandons, que nous voulons, mais que nous voulons parfaite, aussi parfaite que peut l'être un ouvrage sorti des mains des hommes. Occupez-vous-en de cette constitution, occupez-vous-en sérieusement, profondément. Nous ne vous disons pas qu'il nous la faut dans un mois, dans deux mois, nous ne fixons pas de terme ; mais nous vous disons qu'il nous la faut. Nous vous disons que nous voulons voir que vous vous en occupez ; et plus vous y mettrez de soin, plus vous y travaillerez avec intérêt, avec l'intérêt que doit vous inspirer un ouvrage qui influera sur les destins de l'Europe et de la postérité ; plus nous nous féliciterons d'avoir mis en vous toute notre confiance.

Si vous ne répondiez pas à cette confiance, si vous reveniez à des erreurs que vous paroissez avoir abjurées, si vous négligiez de remplir notre attente, si nous voyions crouler entre vos mains tout l'édifice de notre bonheur, si par votre faute

la liberté se trouvoit perdue et anéantie, quel supplice assez affreux pourroit vous être préparé. Ah ! il n'en seroit qu'un qui pourroit vous convenir. Le plus cruel de tous, parce qu'il est le plus long, le remord ; oui, vous devriez être condamnés à vivre, et à vivre long-temps sur cette terre que vous étiez destinés à rendre libre et qui vous devroit son esclavage; vous verriez autour de vous des hommes qui devoient marcher la tête haute, et fouler aux pieds les chaînes que leurs ancêtres ont portées, courbés sous le poids de ces fers ; et n'osant lever les yeux vers ce ciel qui ne couvriroit plus que des esclaves, vous entendriez des soupirs et ils retentiroient dans vos coeurs ulcérés, vous verriez couler des larmes, des larmes brulantes et amères, elles couleroient sur vous, elles s'attacheroient à vous, et comme un autre feu Grégeois, vous consumeroient dans la rage et le désespoir. Où fuiriez-vous ? Quel désert pourroit vous dérober à vous-mêmes ? Dans quel endroit pourriez-vous ne pas vous dire : « vingt-cinq millions d'hommes avoient secoué » le joug des tyrans, il leur manquoit une constitution, » j'étois appelé pour la leur donner, leur bonheur dépen- » doit de moi, la raison, la justice, la vérité devoient me » seconder, me guider dans cette carrière, je n'ai écouté » que mes passions, au lieu d'achever l'édifice, j'ai ren- » versé ce qui avoit tant coûté à construire, je ne vois » autour de moi que du sang ; que des cadavres, » que des larmes, que des esclaves, que le plus affreux » désespoir, et je ne peux me le dissimuler, c'est mon » ouvrage. »

Ah ! représentans, jetez les yeux sur cette épouvantable perspective, évitez ce malheur, n'écoutez que l'intérêt public, déclarez la guerre à toutes ces passions, à toutes ces cruelles passions ennemies de votre bonheur et du nôtre, embrassez la statue de la liberté, tenez-vous y d'une main ferme, tandis que de l'autre vous nous dispenserez ces lois qui doivent affermir la liberté et l'égalité dans la République Française, une et indivisible.

Cette Adresse, rédigée par la Société des Amis de la République d'Arras, a été adoptée par les Administrateurs du Département du Pas-de-Calais, par ceux du District d'Arras, par les Membres du Conseil-général de la Commune, et par les citoyens de ladite ville réunis en assemblée générale des sections, les 3 et 4 juin 1793, l'an deuxième de la République Française.

Pour copie conforme.

COULOMBEAU, *Sécrétaire-Greffier*,

De l'Imprimerie de C.-F. PATRIS, Imprimeur de la Commune, rue du Fauxbourg Saint-Jacques, aux ci-devant Dames Sainte-Marie.

f15